



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

DOSSIER DE PRESSE

Paphos (Chypre), le samedi 8 décembre 2012

Le ministre de la Défense raccompagne en France 153 soldats de retour d'Afghanistan

Contact :
Centre de presse,
Délégation à l'information et à la communication de Défense
Tél : 01 44 42 54 02
Fax : 01 44 42 41 22



Sommaire

Le ministre accueille et raccompagne les soldats rentrés d'Afghanistan.....	2
Carte.....	3
1 - 11 ans d'engagement de la France en Afghanistan	3
L'engagement français en Afghanistan	4
Les missions des militaires de puis 2001.....	8
2 - Le désengagement, une opération militaire de grande ampleur.....	9
Point de situation sur le désengagement	10
Paphos, le sas de fin de mission.....	11
3 - France-Afghanistan, un partenariat de long terme	12
Désengagement et partenariat de long terme.....	13
Traité d'amitié franco-afghan.....	15
4 - Les unités rapatriées le 8 décembre 2012.....	16
1 ^{er} régiment d'hélicoptères de combat	17
4 ^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales.....	18
5 ^e régiment d'hélicoptères de combat.....	19
6 ^e régiment du génie.....	20
13 ^e régiment du génie.....	21
31 ^e régiment du génie.....	22
Base de défense de Phalsbourg.....	23
Commando parachutiste de l'air n°30	24
5 - Portraits de 6 militaires.....	25
Lieutenant-colonel Xavier Mouret.....	27
Capitaine Brice Marty.....	28
Adjudant-chef Bruno Courtois.....	29
Adjudant-chef Célestin Lassauce.....	30
Brigadier-chef Stéphane Schuler	31
Caporal Virginie Musta.....	32
6 - Allocution du ministre de la Défense	32

1 -
11 ans d'engagement
de la France en
Afghanistan

L'engagement français en Afghanistan

Dès octobre 2001, en réponse aux attentats survenus le 11 septembre sur le sol américain, la France s'est engagée en Afghanistan dans le cadre de l'opération Enduring Freedom (OEF). Elle participe également aux opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sous commandement de l'OTAN.

Depuis 2001, la France n'a cessé d'adapter son dispositif à l'évolution de l'engagement de la coalition et de la situation sécuritaire, en coordination avec ses alliés et les forces de sécurité afghanes.

De 2001 à 2008 – Un engagement limité

L'opération Enduring Freedom, est conduite par une coalition engagée dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, sur la base de l'article 51 de la **Charte des Nations unies** (droit de légitime défense) dans le cadre de résolution (1368 du 12 septembre 2001 et 1373 du 28 septembre 2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), en application du chapitre VII de la Charte. **La France s'est engagée au sein d'OEF dès octobre 2001.**

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), créée par l'accord de Bonn du 5 décembre 2001, rassemble 48 pays contributeurs agissant sous mandat du Conseil de sécurité des Nations unies sous commandement de l'OTAN. Son déploiement est autorisé pour six mois par la résolution 1386 du 20 décembre 2001. Cette autorisation a été prorogée annuellement par le CSNU jusqu'à aujourd'hui. **La France s'y est engagée dès décembre 2001.** Le mandat de la FIAS, initialement limité à la région de Kaboul, a été ultérieurement étendu à l'ensemble de l'Afghanistan, par la résolution 1510 du 13 octobre 2003.

De 2001 – 2003 : l'engagement initial

Les armées françaises contribuent progressivement aux actions de sécurisation, de stabilisation et de formation conduites par la FIAS, déployée pour permettre le bon déroulement du processus politique engagé en Afghanistan.

Elles déploient un dispositif aérien couvrant différentes capacités (appui des troupes au sol, renseignement, transport et ravitaillement en vol), un bataillon français (BATFRA) stationné sur l'aéroport international de Kaboul (KAIA), le groupe aéronaval (en 2001-2002 puis 2003) et une composante aéromaritime au sein d'OEF dans l'océan Indien.

A partir de 2003 : un engagement à « haute valeur ajoutée »

Dans le contexte des divergences franco-américaines sur la question irakienne, le dispositif militaire évolue vers la notion d'engagement minimal à « haute valeur ajoutée ». Cela s'est concrètement traduit par l'évolution des missions, la rationalisation du dispositif et une action plus offensive et plus visible avec :

- un groupement de forces spéciales (TG ARES, 200 hommes) dans le cadre de l'OEF (d'août 2003 à janvier 2007) ;
- la prise de commandement de la FIAS entre août 2004 et février 2005 ;
- le maintien du dispositif aérien dans son volume et ses missions ;
- le maintien du bataillon français sur Kaboul.

En novembre 2006, **le sommet de l'OTAN de Riga** débouche sur une décision de montée en puissance de la FIAS. La France décide d'adapter son dispositif militaire aux besoins de l'OTAN et des Afghans :

- levée de l'ensemble des restrictions d'emploi des militaires français basés à Kaboul (« *No caveat* ») ;
- prise du commandement tournant avec les italiens et les turcs du Regional Command - Capital (RCC province de Kaboul) de 2007 à 2009 et transfert des responsabilités sécuritaires de la province de Kaboul (hors Surobi) aux forces afghanes entre août et décembre 2008 ;
- deux déploiements du groupe aéronaval en 2006 et 2007 ;
- bascule de la composante chasse du dispositif aérien à Kandahar en septembre 2007.

L'engagement dans la formation de l'armée afghane

- Dès 2002, la France déploie un Détachement d'instruction opérationnel (DIO Epidote), assurant la formation des bataillons afghans (de mai 2002 à février 2003) puis d'officiers anciens *moudjahidin* (de février 2003 à février 2004). La mission Epidote s'étend en 2004 avec la prise de responsabilité de l'école de guerre afghane.
- A partir du sommet de Riga, la France adapte son dispositif aux besoins des Afghans. La première Operational Mentoring and Liaison Team (OMLT) est déployée en août 2006 au sud de Kaboul (Logar). Trois OMLT supplémentaires sont ensuite déployées entre avril et novembre 2007 auprès de la 1^{re} brigade du 201^e Corps dans les provinces du Wardak et du Logar.

De 2008 à 2012 - Un engagement de haute intensité

Le sommet de l'OTAN de Bucarest (avril 2008) inaugure une **stratégie de sortie de crise par transfert des responsabilités sécuritaires aux Afghans**. La France, engagée dans le processus de participation pleine et entière à la structure de commandement intégrée de l'OTAN, saisit cette occasion pour manifester sa cohésion avec l'Alliance et les Etats-Unis.

Un dispositif renforcé et cohérent en Kapisa et Surobi

Le président de la République annonce au sommet de l'OTAN de Bucarest sa décision de renforcer la présence militaire française sur le sol afghan :

- La France prend la responsabilité de la province de **Kapisa** : un bataillon est déployé et **placé sous commandement américain**. En octobre 2008, pour améliorer la cohérence de son dispositif et tirant les enseignements de l'embuscade d'Uzbeen, la France décide la projection de capacités supplémentaires : renseignement, appui-feux et moyens aéromobiles.
- Le groupe aéronaval est déployé à la fin de l'année 2010.
- Après le transfert aux Forces de sécurité afghanes (FSA) de la responsabilité de la sécurité de la province de Kaboul en août 2009, le centre de gravité de nos forces terrestres se déplace vers la Kapisa et la Surobi où la *Task Force* La Fayette (TFLF), forte de 2 200 hommes, devient opérationnelle le 1^{er} novembre 2009. Cette brigade commande 2 bataillons et de nombreux éléments organiques.

En 2010, le dispositif français compte environ 4 000 hommes, tous déployés au sein de la FIAS. Ce dispositif complet et cohérent s'inscrit pleinement dans la stratégie de l'OTAN en Afghanistan (partenariat avec les Afghans et approche globale).

Le début du désengagement du dispositif français commence avec le transfert d'emprises aux forces afghanes.

Les forces afghanes déployées en Kapisa et Surobi sont capables de planifier et de conduire des opérations de sécurisation et des patrouilles de façon autonome.

Ces progrès ont permis d'aboutir à l'inscription de ces provinces au processus de transition, suivant les annonces du président Karzaï, et aux cérémonies de transition.

Le 1^{er} octobre 2012, une partie des soldats français quitte la FOB de Tagab. Ils resteront engagés aux côtés des soldats afghans, à leur demande, pour leur apporter des appuis et des capacités dont ils ont encore besoin à partir de la FOB Nijrab.

Aujourd'hui, tous les soldats français ont quitté la Kapisa et la Surobi.

Un effort pour la formation des forces de sécurité (armée et police)

A partir du sommet de Bucarest, un effort marqué est consacré à la formation des FSA, par une augmentation de l'effectif des *mentors* en OMLT comme de la mission Epidote.

En octobre 2009, la FIAS a mis en place un état-major qui prend en compte l'ensemble des missions de formation et d'instruction conduites par la coalition. Elle soutient d'une part le ministère de la Défense afghan dans l'établissement d'un système d'enseignement militaire et dans les équipements de ses forces tout en insérant des OMLT au sein des unités des ANSF pour les aider à devenir autonomes.

En août 2008, déploiement d'une OMLT en province d'Uruzgan (RC-Sud) qui sera redéployée en Kapisa-Surobi en septembre 2010.

A partir d'octobre 2010, 7 OMLT sont déployées sur le théâtre afghan. Elles encadrent la totalité de la 3^e brigade du 201^e Corps, auxquelles appartiennent l'ensemble des unités afghanes opérant dans la zone de la brigade La Fayette.

Depuis novembre 2009, la gendarmerie française est impliquée dans l'encadrement des policiers afghans avec 5 Police Operational Mentoring and Liaison Team (POMLT) en Kapisa et Surobi. Par ailleurs, la gendarmerie œuvre à la formation de l'Afghan National Police (ANP) à Mazar e-Sharif. En février 2011, elle prend la responsabilité d'une nouvelle école de police dans le Wardak. Ce déploiement de 150 gendarmes vise à contribuer à la formation et à l'accompagnement des forces de police afghanes afin de développer l'autorité de l'État et permettre de tenir le terrain reconquis aux insurgés. Pleinement intégrée à la FIAS, cette participation française s'inscrit également dans le cadre de la Force de gendarmerie européenne (FGE).

L'opération Epidote est renforcée progressivement. Son effectif passe à 172 formateurs au printemps 2011. La France prend la responsabilité de l'école des blindés et ouvre une école de formation des sous-officiers afghans aux Emirats arabes unis en 2010.

Les missions des militaires depuis 2001

Depuis 2001, la France n'a cessé d'adapter son dispositif à l'évolution de l'engagement de la coalition et de la situation sécuritaire. Jusqu'à 4 000 militaires français ont été engagés en Afghanistan.

Les militaires français ont conduit des opérations de sécurisation et de contrôle de zone mais aussi de lutte contre le terrorisme. **Ils accompagnent la montée en puissance des forces afghanes pour qu'elles soient en mesure d'assurer elle-même la sécurité du pays.** Aujourd'hui, les Afghans sont officiellement responsables de la sécurité de la Kapisa et de la Surobi.

Les militaires français ont rempli leur mission et poursuivent leur action de formation au profit des ANSF.

Ces avancées sont rendues possibles :

- par **l'engagement déterminé des militaires français** permettant de rétablir la sécurité, contribuant à la montée en puissance de l'ANA, et **qui a coûté la vie à 88 de nos soldats et fait plus de 725 blessés** ;
- par une action militaire française s'inscrivant dans une approche globale avec un effort pour accompagner le développement (**250 M€ d'aide de la France à l'Afghanistan**) ;
- et surtout par la volonté des autorités afghanes, par celle des Afghans qui se sont engagés dans la police et dans l'armée pour assurer la sécurité de leur district et de leur pays.

Depuis 2002, la France accompagne la montée en puissance de l'ANA en assurant la formation de militaires afghans dans les écoles.

Depuis 2006, la France conseille également les unités afghanes dans le cadre des OMLT et POMLT, équipe de conseillers insérés au sein de l'ANA et de la police afghane afin de les accompagner vers l'autonomie. Ces efforts ont permis de passer, pour la zone française, de 1 500 soldats et policiers afghans il y a cinq ans à plus de 7 300 aujourd'hui.

Aide à la reconstruction et au développement

L'engagement militaire s'inscrit dans le cadre de l'action plus globale de la France en Afghanistan, qui passe également par des actions de développement. Prémices d'une collaboration future, ces actions en faveur du développement concourent à la réussite de l'action de la force. Ainsi, le dispositif militaire inclut un pôle de stabilité (équipe d'experts civils) mis en place par le ministère des Affaires étrangères et européennes afin de coordonner les actions de gouvernance et de développement socio-économiques. La France, dans l'ensemble des zones sous sa responsabilité, a recherché une approche globale avec un effort pour accompagner le développement de la province. Des équipes de reconstruction provinciales et les équipes nationales d'action civilo-militaires jouent un rôle de pointe dans l'engagement en faveur des efforts de reconstruction et de développement en Afghanistan.

Composées de personnels civils et militaires, ces équipes aident le gouvernement afghan à étendre son autorité à travers le pays en appuyant les activités de reconstruction et de développement des acteurs afghans, internationaux, nationaux et non gouvernementaux dans les provinces.

Depuis 2011, ce sont près de **60 M€ qui ont été attribués par la France** à la province de **Kapisa** pour la réalisation de plusieurs dizaines de projets d'infrastructure et de développement chantiers :

- l'électrification d'une ligne de plus de 35 kilomètres entre Naghlu et la province du Parwan (environ 30 000 habitants) ;
- la construction de plusieurs écoles à Tagab et Nijrab ;
- la réalisation de puits, bassins versants et autres canaux d'irrigations facilitant l'agriculture ;
- des formations dans les domaines de la santé, de la justice, de l'agriculture, de l'éducation et de la gouvernance.

Les soldats français ont également dispensé des formations dans le domaine de la santé notamment.

Transfert des responsabilités aux afghans

On recense aujourd'hui plus de 300 000 soldats et policiers afghans, contre 30 000 auparavant. Il revient maintenant aux Afghans de prendre le relais.

Cela se traduit par le retrait progressif des troupes d'ici 2014, au rythme de la coalition, et le transfert de la responsabilité d'assurer la sécurité aux forces de sécurité afghanes ainsi formées.

L'ANA a endossé depuis fin 201 la charge de la planification et de la conduite des opérations, pendant que les forces françaises basculaient progressivement des missions de contrôle de zone vers des missions d'appui et de soutien des forces afghanes et de désengagement.

Le Président de la République a décidé le désengagement complet des unités combattantes avant le 31 décembre 2012. Regroupés principalement sur Kaboul, 1 500 militaires seront maintenus dans le cadre des opérations logistiques de désengagement et la poursuite de notre mission au sein de la FIAS.

En Kapisa et Surobi, l'armée française aura permis le retour de la souveraineté gouvernementale afghane grâce aux différentes lignes d'opération d'une stratégie globale :

- En 2008, les FSA comptaient moins de 1 500 hommes peu entraînés et mal équipés. En novembre 2012, la TFLF laisse derrière elle 7 300 soldats et policiers, structurés, coordonnés et aguerris capables d'exercer leur responsabilité.
- Pendant les trois années de présence de la TFLF, aucune attaque d'envergure de l'insurrection n'a été réalisée à partir de la Kapisa ou de la Surobi, clés de Kaboul et de la base vitale de Bagram (nord-est de Kaboul).
- S'ils restent présents dans cette zone, les insurgés ont subi de lourdes pertes, leurs réseaux de commandement et d'approvisionnement ont été fortement désorganisés et les forces afghanes sont désormais à même de lutter efficacement contre leur action.
- Dans le cadre d'une approche globale de gestion de crise, conduite en France au niveau interministériel, la gouvernance locale a été renouvelée.

2 -

**Le désengagement,
une opération
militaire de grande
ampleur**

Point de situation sur le désengagement

Conformément aux décisions prises par le Président de la République, la France a décidé le désengagement complet des « forces combattantes » d'Afghanistan au 31 décembre 2012.

Désengagement des troupes

- Au 8 décembre, la France compte 1 800 hommes sur le théâtre afghan ; avant la fin d'année, près de 300 soldats rejoindront la métropole.
- La *Task Force* La Fayette a quitté la Surobi le 30 juillet 2012. Après le transfert des districts de Tagab et Alah Say le 30 septembre, celui de la province au complet est effectif depuis le 25 novembre.
- **Fin 2012, la France aura rapatrié plus de 2 500 hommes soit presque 2/3 des effectifs déployés (près de 2 000 depuis mai 2012). 1 500 hommes, regroupés principalement sur Kaboul, seront maintenus** dans le cadre des opérations logistiques de désengagement et la poursuite de notre mission au sein de la FIAS.
- L'adaptation du contingent français se poursuivra jusqu'à mi-2013 en fonction de l'avancée du désengagement logistique et du redéploiement des forces françaises de *Camp Warehouse* vers l'emprise de KAIA.
- **A l'été 2013, les éléments français au sein de la FIAS, environ 500 hommes, seront principalement engagés dans :**
 - les états-majors de la coalition ;
 - la gestion de l'aéroport de Kaboul (KAIA) ;
 - la mise en œuvre d'un hôpital de type rôle 3 ;
 - la mise en œuvre du laboratoire européen de lutte contre les engins explosifs improvisés (Labo C-IED) ;
 - les écoles de formation des forces de sécurité afghanes, dans le cadre de la NATO Training Mission-Afghanistan ou au format bilatéral (accompagnement du processus de transition des écoles, participation à la formation initiale).

Manœuvre logistique de désengagement

- Le désengagement des forces françaises constitue une manœuvre logistique importante pour ce théâtre enclavé (**2 680 véhicules et conteneurs à rapatrier**).
- Actuellement, seule la voie aérienne (Kaboul – France en direct ou via les Emirats Arabes Unis puis par voie maritime) permet de rapatrier le matériel.
- **Au 8 décembre, 39 % des matériels et véhicules ont été rapatriés (559 véhicules et 490 containers) et d'ici fin 2012, 48 % devraient avoir quitté le territoire afghan.**
- Différentes solutions logistiques alternatives (voies sud et nord) sont recherchées.
- Les voies terrestres nord via l'Ouzbékistan, dans un cadre bilatéral, vont faire l'objet de convois tests.

Paphos, le sas de fin de mission

Présentation générale du dispositif

Développé en juin 2009 au profit des unités françaises engagées en Afghanistan, le sas de fin de mission est une des composantes du soutien psychologique mis en œuvre par l'armée de terre. Dispositif novateur visant à permettre la transition entre la fin d'une mission opérationnelle difficile et le retour à une vie en garnison normalisée, il dure 72 heures et se déroule en milieu civil, à Paphos, dans le sud-ouest de l'île de Chypre. Le sas de Chypre a été conçu afin de faciliter, accélérer et accompagner le retour de chacun dans sa garnison après une mission opérationnelle afghane difficile. Cette véritable préparation au retour consiste à :

- accélérer la perte des mécanismes d'adaptation au combat et la dissolution du groupe ;
- clôturer la mission en lui donnant un sens et en exploitant les enseignements recueillis ;
- informer sur les réalités très contingentes et parfois complexes du retour aux activités de garnison (réinsertion au sein du cadre familial, social et régimentaire) ;
- informer le personnel sur les différents moyens mis à disposition pour faire face à d'éventuelles difficultés.

Ce sas fait partie intégrante de la mission et s'inscrit dans le cadre du soutien psychologique du combattant, développé et mis en œuvre par l'armée de terre. Toutes les unités constituées ainsi qu'un certain nombre d'individuels servants en Afghanistan passent par ce dispositif.

Organisation et déroulement d'un sas

Le sas se déroule à Chypre (pays de l'UE, itinéraire retour), dans la région de Paphos. Conduit en structure hôtelière civile (Hôtel Coral Beach), il est encadré par une équipe militaire dédiée d'une vingtaine de personnes, spécialement préparée au regard des expertises nécessaires (officier environnement humain, psychologue, moniteur de sport...). Un sas du niveau d'un groupement tactique interarmes concerne environ 700 personnes et se déroule en un mois par rotations successives. Le programme est équilibré et propose en alternance des activités de débriefing et d'informations diverses, de relaxation, et de repos libre. Les prestations sont entièrement externalisées. Le coût moyen est de 600 euros par personne.

Relations avec les autorités chypriotes

Les relations avec les autorités chypriotes sont très bonnes. Celles-ci facilitent systématiquement le montage des sas, ce qui permet de réaliser ces périodes avec un niveau de sécurité très satisfaisant. L'attaché de défense et le consul sont systématiquement présents, l'ambassadeur de France régulièrement.

Bilan et enseignements

Progressivement élargi aux composantes interarmées, il a d'ores et déjà concerné environ 13 000 soldats. Le sas rencontre un taux de satisfaction supérieur à 90%, en constante progression depuis sa création, et se déroule en parfaite coopération avec les autorités chypriotes. Les objectifs fixés y sont atteints (retour au calme, traitement des expériences de stress, sentiment de reconnaissance pour la mission accomplie, fin de l'aventure collective). La pertinence de l'encadrement, la qualité du soutien et l'utilité du dispositif sont soulignées et reconnues.

**3 -
France-Afghanistan,
un partenariat
de long terme**

Désengagement et partenariat de long terme

Redéploiement des forces combattantes et maintien d'un volet formation.

Fin décembre 2012, les éléments militaires français seront regroupés principalement sur Kaboul, autour d'une structure de 1 500 soldats, dans le cadre des opérations logistiques de désengagement et la poursuite de notre mission au sein de la FIAS.

Cette structure sera formée :

- d'une composante nationale de soutien d'environ 1 000 hommes principalement dédiée aux opérations logistiques de désengagement ;
- d'une contribution à la FIAS qui diminuera au rythme de l'évolution de la mission (hôpital militaire rôle 3, commandement de KAIA, laboratoire C-IED (Counter-Improvised Explosive Device) et des insérés au sein de l'état-major de l'OTAN) ;
- de notre participation à la Nato Training Mission-Afghanistan (NTM-A) dans le cadre de la mission Epidote ;
- la gendarmerie maintiendra une contribution d'environ 50 personnes à l'école de formation de la police afghane de Durrani dans la province du Wardak.

A la fin du 1^{er} semestre 2013 :

- La France achèvera son désengagement logistique.
- La composante « soutien » aura été réduite.
- Nous poursuivrons les missions sur KAIA, de formation des cadres de l'armée afghane et de participation aux structures de commandement de la FIAS avec quelques insérés.

A l'été 2013, les éléments français au sein de la FIAS, environ 500 hommes, seront principalement engagés dans :

- les états-majors de la coalition ;
- la gestion de l'aéroport de Kaboul (KAIA) ;
- la mise en œuvre d'un hôpital de type rôle 3 ;
- la mise en œuvre du laboratoire européen de lutte contre les engins explosifs improvisés (Labo C-IED) ;
- les écoles de formation des forces de sécurité afghanes, dans le cadre de la NTM-A ou au format bilatéral (accompagnement du processus de transition des écoles, participation à la formation initiale).

Traité d'amitié franco-afghan

Le traité d'amitié et de coopération franco-afghan, signé à Paris le 27 janvier 2012 entre la République française et la République islamique d'Afghanistan, a été adopté sans changement par le Sénat afghan le 2 octobre 2012.

Il est entré officiellement en vigueur le 20 octobre 2012 lors du déplacement à Kaboul, de **M. Laurent Fabius** qui a procédé à **l'échange des instruments de ratification** du traité d'amitié et de coopération franco-afghan avec son homologue afghan, **M. Zalmay Rassoul**.

Il encadrera la poursuite de la coopération bilatérale essentiellement dans les domaines militaire, culturel et du développement.

Les axes majeurs de notre coopération en matière de défense issus de ce traité d'amitié sont :

- la **formation** des cadres militaires afghans ;
- le **conseil** militaire auprès des institutions afghanes (ministre afghan de la Défense, état-major et écoles militaires) ;
- le partenariat renforcé entre l'Afghan National Civil Order Police (ANCOP) et la **gendarmerie nationale** avec la mise en place de structures de **conseil** et **d'assistance** auprès des grandes entités de l'ANCOP.

Extrait du traité d'amitié franco-afghan concernant la défense :

Défense

« La coopération de défense durant la période 2012-2016 s'inscrira dans le cadre des priorités et programmes sécuritaires nationaux afghans et des actions mises en œuvre dans les cadres multilatéraux. Elle prendra les formes suivantes :

Appui au secteur institutionnel de défense afghan par :

- le détachement d'un coopérant militaire français auprès du ministre afghan de la Défense pour coordonner les actions de formation et de conseil de la France dans le domaine militaire ;
- la mise en place de coopérants français à l'état-major et dans des écoles militaires afghanes, afin de conseiller les cadres et les instructeurs afghans ;
- l'appui au renforcement ou à la création d'écoles militaires afghanes de haut niveau (école de guerre et école d'état-major).

Appui à la formation des cadres militaires par :

- le soutien aux écoles militaires afghanes au travers d'échanges de personnel, notamment d'instructeurs, de conseillers, d'observateurs et de chercheurs ;
- la poursuite des jumelages entre écoles.

Appui à l'enseignement de la langue française et bourses dans les écoles militaires avec :

- la poursuite des actions d'enseignement de la langue française en milieu militaire afghan, permettant ainsi l'envoi de boursiers dans les écoles militaires françaises.

Sécurité intérieure :

- les programmes de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure pour les cinq années à venir seront articulés autour de quatre projets majeurs.

Partenariat renforcé entre l'ANCOP et la gendarmerie nationale par :

- Constitution d'une équipe-projets commune pour dresser un état des lieux, fixer les priorités, établir un programme d'action et en assurer le suivi. Dans ce cadre, la France placera auprès du général commandant l'ANCOP un coopérant gendarmerie. Des gendarmes français pourront être placés auprès de structures essentielles et grandes unités de l'ANCOP aux fins de conseil et d'assistance.
- Envoi en France d'une quinzaine de stagiaires afghans par an, incluant des formations longues en langue française. »

4 -

**Les unités rapatriées
le 8 décembre 2012**

1^{er} régiment d'hélicoptères de combat

Lieu d'implantation

Phalsbourg (Moselle)



Historique

Reprenant les traditions du 1^{er} puis du 21^e groupe d'aviation d'observation de l'artillerie, qui s'est illustré en Indochine de 1946 à 1954, le 1^{er} groupement d'aviation légère de l'armée de terre s'installe à Phalsbourg en 1969, puis devient 1^{er} Régiment d'hélicoptères de combat (1^{er} RHC) le 1^{er} août 1977. Engagé en tête de la division Daguet du 21 au 28 février 1991, il contribue de façon déterminante à la conquête d'Al Salman et à l'anéantissement d'une division d'infanterie irakienne. Présent depuis sa création sur tous les théâtres d'opérations, le régiment a été notamment engagé en Somalie, en Ex-Yougoslavie, au Kosovo, à Haïti, en Afghanistan, au Tchad, sur les bâtiments de la marine nationale, mais aussi en Côte d'Ivoire, prenant une part déterminante dans la bataille d'Abidjan d'avril 2011, et au large de la Libye pour l'opération Harmattan. Pour sa participation à la bataille d'Abidjan et à l'opération Harmattan en 2011, le régiment est cité à l'ordre de l'armée comportant l'attribution de la Croix de la Valeur militaire avec palme de bronze pour chaque opération.

Missions

Capable de s'engager en autonome, ou, le plus souvent, en coordination étroite avec les unités de mêlée déployées au sol, le 1^{er} RHC remplit des missions d'aérocombat, caractérisées par la souplesse d'emploi et la surprise tactique, de jour comme de nuit, quel que soit le milieu d'engagement et à partir de n'importe quelle plateforme. Equipé d'hélicoptères de type Gazelle et Puma, il réalise des missions de renseignement, d'appui feu et de destruction, de transport tactique, de soutien logistique ou d'évacuation médicale, mais aussi d'évacuation de ressortissants, d'aide à la population, en particulier sur le territoire national (tempêtes, inondations...), ou de soutien humanitaire. Le régiment sera équipé des appareils de nouvelle génération Tigre et Caïman à partir de 2013.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Le 1^{er} RHC a été engagé à quatre reprises en Afghanistan. Il a été le premier régiment d'hélicoptères à mettre le pied sur le théâtre afghan et celui qui a conduit la manœuvre de désengagement sur ce même théâtre.

Les premiers éléments de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) ont pris pied en Afghanistan en 2007. En septembre 2008, issus du 1^{er} RHC, les premiers hélicoptères de combat français ont été projetés sur le théâtre afghan à hauteur de 3 Gazelle Viviane. Ce détachement, engagé pour une durée de 6 mois, a été le précurseur des 8 autres mandats de l'ALAT qui se sont succédés jusqu'en décembre 2012. Le 1^{er} RHC a de nouveau été engagé en 2010 de juin à décembre. En 2012, de juin à décembre, le 1^{er} RHC a armé le dernier bataillon d'hélicoptères.

Au terme de ces multiples engagements, le 1^{er} RHC aura conduit au cours de plus de 5 000 heures de vol, plus de 1 700 missions, dont plus de 140 évacuations médicales, évacuant ainsi plus de 200 blessés, militaires français ou afghans et civils, dont des femmes et des enfants. Il aura été engagé dans plus de 100 actions de feu, délivrant près de 30 missiles Hot et 8 000 obus de 30 mm.

4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales

Lieu d'implantation

Pau (Pyrénées-Atlantiques)



Historique

Au début des années 1990, le Commandement des opérations spéciales (COS) obtient la mise à sa disposition d'hélicoptères de l'ALAT. En 1992, trois premiers équipages stationnés à Pau assurent les premières missions au profit du COS. En 1993, la première escadrille des opérations spéciales est créée. En 1996, elle prend l'appellation provisoire de Détachement ALAT des opérations spéciales (DAOS). Le 1^{er} août 2009, le DAOS, change d'appellation et devient le 4^e Régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4^e RHFS). Depuis son premier engagement en Ex-Yougoslavie en 1993 et jusqu'à nos jours, le 4^e RHFS connaît régulièrement l'épreuve du feu et opère sur de nombreux théâtres d'opérations aux côtés des unités des forces spéciales des trois armées.

Missions

Le 4^e RHFS est la seule unité aéromobile dédiée à l'ensemble des forces spéciales françaises, agissant au sein de la brigade des forces spéciales terre. En synergie avec les commandos des forces spéciales des trois armées et les équipes du GIGN et du RAID, il a développé des pôles d'excellence s'étendant des opérations spéciales classiques telles que l'insertion et l'extraction des commandos, aux missions de contre terrorisme, en milieu terrestre comme maritime. Il génère les modules d'aérocombat spécifiques intégrés aux détachements et aux groupements de forces spéciales pour être engagés en tout temps et en tout lieu. Il a pour mission notamment de soutenir et d'appuyer le GIGN et le RAID par le mouvement, le feu et le renseignement.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Le 4^e RHFS est engagé de façon permanente en Afghanistan depuis le 26 décembre 2008. Jusqu'à la mi-2009, il prend la tête du bataillon d'hélicoptères français puis continue à armer cette unité jusqu'à aujourd'hui, avec des équipages de Caracal et de Tigre. Les équipages Caracal du 4^e RHFS ont ainsi réalisé 3 675 heures de vol dont 1 065 de nuit. Ils ont participé à plus de 250 opérations dans les vallées d'Uzbeen et de Kapisa et réalisé plus de 300 évacuations sanitaires au profit de la force et des populations civiles.

Ils ont bien sûr pris part à de nombreuses opérations aux côtés de leurs camarades des autres unités du COS, cela dès le début de l'engagement des forces spéciales sur le théâtre.

Les équipages Tigre du 4^e RHFS ont réalisé 1 610 heures de vol depuis janvier 2010. Ils ont participé à de très nombreuses opérations en appui de nos troupes lors d'engagements au contact. Ils ont également appuyé directement l'armée nationale afghane lors d'accrochage avec les insurgés. Lors du mandat écoulé, les deux équipages engagés ont également appuyé le désengagement des troupes françaises pendant de nombreuses heures, garantissant ainsi la sécurité des convois.

5^e régiment d'hélicoptères de combat

Lieu d'implantation

Pau (Pyrénées-Atlantiques)



Historique

Héritier des traditions du peloton d'avions d'observation de la 5^e division blindée, détenant les traditions du groupe d'hélicoptères n°2, créé à Setif, Algérie, en 1955, le 5^e Régiment d'hélicoptères de combat (5^e RHC) est créé le 1^{er} juillet 1977 à partir du groupe d'aviation légère divisionnaire n°11. Dès 1978, le 5^e RHC fait preuve de sa capacité opérationnelle au Tchad, en Mauritanie et participe à de nombreuses opérations humanitaires aussi bien en France que dans le monde (Turquie, Niger, Mauritanie). Régiment organique de la 4^e division aéromobile, il participe, entre autres, en 1986, à l'opération Épervier au Tchad. Présent depuis sa création sur tous les théâtres d'opérations, le régiment a été notamment engagé durant la guerre du Golfe, en Somalie, en Ex-Yougoslavie, au Rwanda, au Kosovo et en Afghanistan. Pour sa participation à la bataille d'Abidjan et à l'opération Harmattan en 2011, le régiment est cité à l'ordre de l'armée comportant l'attribution de la Croix de la Valeur militaire avec palme de bronze pour chaque opération.

Missions

Capable de s'engager en autonome, ou, le plus souvent, en coordination étroite avec les unités de mêlée déployées au sol, le 5^e RHC remplit des missions d'aérocombat, caractérisées par la souplesse d'emploi et la surprise tactique, de jour comme de nuit, quel que soit le milieu d'engagement et à partir de n'importe quelle plateforme. Il réalise des missions de renseignement, d'appui feu et de destruction, de transport tactique, de soutien logistique ou d'évacuation médicale, mais aussi d'évacuation de ressortissants, d'aide à la population, en particulier sur le territoire national (tempêtes, inondations...), ou de soutien humanitaire. Le régiment est équipé à la fois des hélicoptères de manœuvre et d'assaut classiques Puma et Cougar, mais aussi des hélicoptères de reconnaissance et d'attaque Tigre et Gazelle.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Le 5^e RHC a été engagé trois fois en Afghanistan, en 2009, 2011 et 2012. Il a participé ainsi à la première projection opérationnelle des Tigre dès l'été 2009. Le 5^e RHC présente également la particularité d'être engagé en Afghanistan en permanence, étant la seule unité ALAT à mettre en œuvre des Tigre et des Cougar. C'est donc un volume de 47 mécaniciens et pilotes qui s'y relèvent tous les trois mois.

Au terme de ses multiples engagements, le 5^e RHC aura conduit au cours de 7 500 heures de vol, plus de 3 000 missions de combat, dont plus de 250 évacuations médicales. Pris à partie une soixantaine de fois, il aura engagé le feu plus d'une centaine de fois, sans jamais infliger le moindre dommage collatéral, en délivrant une vingtaine de missiles Hot, 8 000 obus de 30 mm et 150 roquettes de 68 mm.

Trois militaires du 5^e RHC ont été blessés au cours de leur engagement en Afghanistan.

6^e régiment du génie

Lieu d'implantation

Angers (Maine-et-Loire)



Historique

Le 6^e Régiment du génie (6^e RG) est créé en 1894. Il a d'emblée vocation à servir outre mer. Il intervient dès 1895 à Madagascar et en Chine en 1900. En 1977, à Angers, la 9^e division d'infanterie de marine (9^e DIMa) est renforcée d'une première, puis en 1984, d'une seconde compagnie du génie, pour répondre aux besoins croissants en moyen du génie dans les opérations extérieures. Elles sont entièrement professionnalisées et affectées au 6^e RG. Enfin en 1993, c'est le 6^e RG dans son ensemble qui devient le régiment de génie de la 9^e DIMa. Il participe depuis vingt ans à toutes les opérations des armées françaises. Le drapeau du 6^e RG sera décoré de la Croix de la Valeur militaire avec palme de bronze pour son action en Afghanistan.

Missions

Régiment du génie de la 9^e Brigade légère blindée de marine (9^e BLBMA), le 6^e RG contribue à la manœuvre interarmes dans le cadre de missions d'appui général (aménagement de zones d'implantation protégées pour l'installation de postes de commandement et d'unités, production-distribution d'eau et d'énergie) ainsi que d'appui direct (ouverture d'itinéraires, participation au combat de contact, déminage et dépollution, pontage et franchissement). Ses capacités duales lui permettent également d'intervenir en appui des autorités civiles ou en assistance aux populations.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Le 6^e RG a été engagé sans discontinuer en Afghanistan depuis 2003. Ainsi ce sont 362 sapeurs de marine qui ont servi sur ce territoire jusqu'à ce jour. Les mandats les plus importants se sont déroulés notamment en 2009 et 2010, en appui du 3^e régiment d'infanterie de marine, en Kapisa et dans le Logar, puis en 2010, lors du déploiement de la 9^e BLBMA en Kapisa et en Uruzgan.

En 2011-2012, il a participé à la formation de l'armée afghane dans le cadre du détachement d'instruction opérationnel à Kaboul et a fourni des équipes d'appui énergie et déminage.

Dix militaires du 6^e RG ont été blessés au cours de leur engagement en Afghanistan.

13^e régiment du génie

Lieu d'implantation

Valdahon (Doubs)



Historique

Le 13^e régiment du génie (13^e RG) est l'héritier du 13^e bataillon du génie des Forces françaises libres (Bir Hakeim et El Alamein) puis de la 2^e division blindée du général Leclerc, au sein de laquelle il participe à la libération de la France. Devenu régiment en 1960, il tient garnison à Trêves en Allemagne jusqu'en 1999. Il est alors recréé à Épernay avant de s'installer au Valdahon en 2003.

Missions

Régiment du génie de la 2^e brigade blindée, le 13^e RG contribue à la manœuvre interarmes dans le cadre de missions d'appui général (aménagement de zones d'implantation protégées pour l'installation de postes de commandement et d'unités, production-distribution d'eau et d'énergie) ainsi que d'appui direct (ouverture d'itinéraires, participation au combat de contact, déminage et dépollution, pontage et franchissement). Ses capacités duales lui permettent également d'intervenir en appui des autorités civiles ou en assistance aux populations (tempête *Klaus* en 1999, inondations dans le Var en 2010). Le 13^e RG participe depuis vingt ans à toutes les opérations des armées françaises.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Depuis 2010, il s'auto-relève en Afghanistan avec un Détachement d'ouverture d'itinéraires piégés (DOIP), mission qui lui a valu une citation à l'ordre de l'armée en décembre 2011.

Au cours du dernier mandat qui vient de s'achever, le DOIP a effectué 28 journées de mission en ouverture d'itinéraire dans la zone de responsabilité française, ouvrant ainsi 1 500 kilomètres de routes. Pendant ces missions le DOIP a neutralisé plusieurs IED. Son action a joué un rôle déterminant dans le désengagement des différentes emprises françaises en Afghanistan. Les missions du DOIP ont permis de garantir une liberté d'action de la force dans la zone de responsabilité.

Le 31^e RG a également projeté en 2012 une compagnie qui a mené plus de 100 missions majeures de vérification de non pollution, d'ouverture d'itinéraire, de fouille opérationnelle, et d'organisation du terrain pour la protection des troupes. Elle a permis la neutralisation de 9 engins explosifs improvisés, et décelé 8 munitions non explosées qui pouvaient blesser du personnel civil ou de la force. Elle a pris part à plus de 25 accrochages, notamment en tirs directs lors des phases débarqués de vérification de non pollution sur les zones de points d'appui véhicule le long de l'axe Vermont.

Elle a aussi participé activement aux travaux de désengagement de la FOB (Forward Operational Bas) Tagab et de la FOB Nijrab, en réalisant des travaux de « force protection » pour conserver une sécurité optimale malgré la baisse des effectifs et en effectuant de nombreux chantiers pour transmettre ces emprises aux forces américaines ou aux forces afghanes.

Depuis 2010, deux militaires du 13^e RG ont payé de leur vie leur engagement en Afghanistan et 25 autres y ont été blessés.

31^e régiment du génie

Lieu d'implantation

Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne)



Historique

Héritier du 31^e bataillon du génie, le 31^e Régiment du génie (31^e RG) est créé en 1946 à Port-Lyautey au Maroc. Il envoie un bataillon de marche en Indochine qui participe à la bataille de Diên Biên Phu. Dissous en 1962, le 31^e RG est recréé en 1964 et s'installe à Castelsarrasin en 1971.

Missions

Initialement uniquement dévolu aux missions du génie travaux, il devient en 1998, un régiment de génie combat à part entière. Le 31^e RG fournit aux unités sur le terrain un appui à la mobilité (ouverture d'itinéraires, déminage) et un appui à la contre-mobilité (réalisation d'obstacles pour freiner l'ennemi). Il aide les unités dans leur déploiement en construisant des infrastructures et en fournissant l'eau et l'énergie. Dans le cadre de la mission Harpie de lutte contre l'orpaillage illégal, le 31^e RG a conçu et réalisé pour la première fois les barrages flottants sur les fleuves guyanais. Le régiment participe également à des missions civilo-militaires en réalisant des travaux au profit des populations. Il participe depuis vingt ans à toutes les opérations des armées françaises.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Depuis août 2008, 400 sapeurs du 31^e RG ont été engagés en Afghanistan.

En 2010, une compagnie, engagée du 5 juillet au 17 décembre, a participé à toutes les opérations menées par le Groupement tactique interarmes (GTIA) en Surobi, ouvrant à pied plus de 400 km d'itinéraires, garantissant en toutes circonstances, dans des conditions très délicates, un appui génie permanent. Les multiples opérations de fouilles menées par les sapeurs ont permis de déceler et détruire plus de 2 000 kg de munitions, mais aussi de nombreux composants d'engins explosifs improvisés. Les travaux de sauvegarde-protection des bases opérationnelles avancées de Rocco et de Hutnik, ont augmenté de façon considérable la sécurité des sites en Uzbeen et en Sud Tagab.

Des détachements du régiment ont participé à la neutralisation et la destruction des munitions non explosées et engins explosifs improvisés posés le long de la route Vermont. De juin à novembre 2012, par exemple, une compagnie a participé à plus de 70 missions, réalisant plus de 70 km d'ouverture d'itinéraire et plus de 120 vérifications de non pollution, prenant part à de nombreuses missions de désengagement, de reconnaissance terrain et neutralisation d'engins explosifs improvisés.

Dans le domaine de la fourniture d'énergie électrique, des détachements ont en permanence permis la production et l'alimentation en énergie électrique de la brigade La Fayette, permettant ainsi le fonctionnement nominal des postes de commandement et la conduite des opérations, mais aussi, en 2012 par exemple, des sites du GTIA en Surobi, ainsi que l'entretien et l'extension des réseaux de distribution, dans des conditions de sécurité difficiles.

Trois militaires du 31^e RG ont été blessés au cours de leur engagement en Afghanistan.

Base de défense de Phalsbourg

Historique

La Base de défense (BdD) de Phalsbourg a été créée le 1^{er} janvier 2011. Elle constitue une aire géographique regroupant dans son périmètre l'ensemble des formations et organismes du ministère de la Défense en Moselle.



Missions

Les BdD ont été créées pour dégager les unités opérationnelles des questions de soutien général. Cela s'accompagne par la mutualisation des soutiens au sein des bases de défense et des services interarmées, qui entérine la mise en place d'une véritable organisation interarmées du soutien. Cette nouvelle organisation du soutien doit permettre par ailleurs de dégager des moyens au profit de l'opérationnel : les économies qu'autorisent des mutualisations et rationalisations sont réinvesties au profit des équipements et de la condition du personnel.

Au sein d'une BdD, l'administration générale et le soutien commun (achats, finances, administration des ressources humaines, transports, restauration, maintenance des installations, habillement...) sont exercés de manière mutualisée par un groupement de soutien de la base de défense (GSBdD), formation dotée de l'autonomie financière dans la base de défense.

La BdD de Phalsbourg englobe environ 3 800 personnes, soutenues par un GSBdD armé par 450 personnes. Ce dernier soutient principalement trois grandes formations de l'armée de terre, le 1^{er} régiment d'infanterie de Sarrebourg, le 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat de Phalsbourg et le 16^e bataillon de chasseurs de Bitche.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Comme tout le personnel militaire, celui qui sert en GSBdD est projetable en opérations, dans sa spécialité.

Durant ces 12 derniers mois, 31 militaires ont été projetés en Afghanistan sur deux mandats distincts, en renfort du GTIA en Surobi, puis en renfort de celui en Kapisa.

Commando parachutiste de l'air n°30

Lieu d'implantation

Mérignac (Gironde)

Historique

Créé le 1^{er} septembre 1999, le Commando parachutiste de l'air n°30 (CPA 30), stationné sur la base aérienne 106 de Bordeaux Mérignac « Capitaine Michel Croci », est une unité qui relève organiquement du commandement des forces aériennes sous la tutelle de la brigade aérienne des forces de sécurité et d'intervention. Il reçoit son fanion le 1^{er} octobre 1999.



Missions

Comportant plus de 250 aviateurs, le CPA 30 a deux missions principales : celle de la protection et de l'intervention, tant sur le territoire national que dans le cadre d'opérations extérieures, et celle de la *Personal recovery*.

En terme de protection et d'intervention le CPA 30 est engagé en France et à l'étranger au titre des alertes « Mousquetaire » et « Rapace » en renfort de protection des installations de l'armée de l'air. Il participe aussi activement à la Posture permanente de sûreté (PPS) en armant tout au long de l'année le plot MASA (Mesures actives de sûreté aérienne) de Bordeaux. De plus, il est aussi présent lors des dispositifs particuliers de sûreté aérienne déployés pour des événements sensibles, en mettant en œuvre des équipes de tireurs d'élite embarqués en hélicoptères.

Elargissement du concept CSAR (Combat Search and Rescue) ou RESCo en français (Recherche et sauvetage au combat), la mission *Personal Recovery* consiste en la récupération de toute unité de la force (civile ou militaire), opérant hors du territoire national, avec l'extension possible à d'autres forces ou organisations internationales.

Le CPA 30 possède également la capacité RESAL (Recherche et sauvetage aérolargués), prolongement de la RESCo et nécessitant la qualification chuteur opérationnel.

De par sa participation à ce théâtre et de par son engagement simultané lors de l'opération Harmattan sur le PAN Charles de Gaulle (au titre de la CSAR), et sur les BPC Tonnerre et Mistral (au titre de la QRF (Quick response Force) héliportée), le CPA 30 a vu son fanion décoré de la croix de la valeur militaire en mars 2012.

Bilan de l'engagement en Afghanistan

Depuis 2006, le CPA 30 est engagé en Afghanistan sans interruption. D'abord impliqué au sein du bataillon d'hélicoptères dans le domaine de la *Personal Recovery*, il voit son champ d'action élargi par sa participation à la chaîne air de l'appui aérien au sein des groupements tactiques interarmes en Kapisa-Surobi et dans les équipes de mentors (OMLT). Particulièrement impliqué dans nombre d'accrochages il a permis, par l'emploi de l'arme aérienne, l'appui efficace des troupes amies. Enfin, les équipes cynophiles auront participé, au titre de la fouille opérationnelle spécialisée, aux ouvertures d'itinéraires pour la force par la recherche d'engins explosifs improvisés et de caches d'armes. Près de 400 commandos y auront été déployés en 6 ans, dont certains plus de 6 fois.

Quatre militaires du CPA 30 ont été blessés au cours de leur engagement en Afghanistan.

5 - Portraits de 6 militaires

Lieutenant-colonel Xavier Mouret

- Affecté au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat en tant que chef du bataillon de manœuvre et d'assaut.
- Projeté dans sa fonction au bataillon français d'hélicoptères.
- 24 ans de service.
- 1^{er} séjour en Afghanistan.
- Expériences antérieures : Cameroun, Congo, Ex-Yougoslavie, Tchad, opération Harmattan.
- Séjour dans les DROM-COM : Guyane.



Capitaine Brice Marty

- Affecté au 5^e régiment d'hélicoptères de combat en tant que pilote Tigre.
- Projeté dans sa fonction au bataillon français d'hélicoptères.
- 30 ans, marié, 1 enfant.
- 8 ans de service.
- 1^{re} mission extérieure.



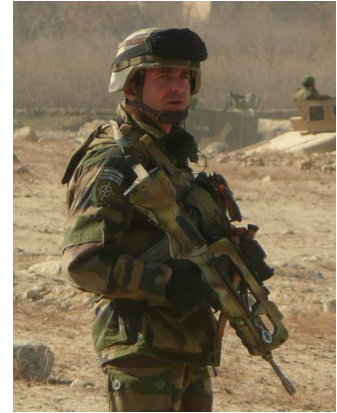
Adjudant-chef Bruno Courtois

- Affecté au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat en tant que comptable des matériels.
- Projeté dans sa fonction au bataillon français d'hélicoptères.
- 45 ans, marié, 2 enfants.
- 26 ans de service.
- 2^e séjour en Afghanistan.
- Expériences antérieures : Afghanistan, Ex-Yougoslavie, Kosovo, République de Côte d'Ivoire, Somalie, opération Harmattan.



Adjudant-chef Célestin Lassauce

- Affecté au 6^e régiment du génie en tant que démineur.
- Projeté en tant que chef d'équipe déminage.
- 40 ans, marié, 3 enfants.
- 22 ans de service.
- 2^e séjour en Afghanistan.
- Expériences antérieures : Afghanistan, Cameroun, Ex-Yougoslavie, Kosovo, République centrafricaine, et Somalie.
- Séjour dans les DROM-COM : Nouvelle-Calédonie.



Brigadier-chef Stéphane Schuler

- Affecté au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat en tant que mécanicien en télécommunications.
- Projeté dans sa fonction au bataillon français d'hélicoptères.
- 31 ans, célibataire.
- 10 ans de service.
- 1^{er} séjour en Afghanistan.
- Expérience antérieure : Liban.



Caporal Virginie Musta

- Affecté au groupement de soutien de la base de défense de Montauban en tant que secrétaire.
- Projeté en tant que vagemestre à Tora, au foyer de Naghlu, puis mandat achevé à KABOUL.
- 24 ans, célibataire.
- 5 ans et 2 mois de service.
- 1^{er} séjour en Afghanistan.
- Séjour dans les DROM-COM : Nouvelle-Calédonie.



**6 -
Allocution du
ministre de la
Défense**

--**-- *Seul le prononcé fait foi* --**--

Paphos (Chypre), le 8 décembre 2012.

Officiers, sous-officiers, soldats de l'opération PAMIR,

Je suis venu vous chercher, ici à Paphos, avec un message de France : la Nation toute entière est fière de ce que ses soldats ont accompli en Afghanistan, comme elle est heureuse de voir ses enfants rentrer enfin au pays.

Elle est fière de ce que vous avez accompli dans les montagnes afghanes. Je m'y suis rendu à trois reprises ; je sais les sacrifices que vous avez consentis ; je salue votre dévouement et votre courage. Votre mission fut des plus difficiles, mais votre engagement aura été exemplaire. Depuis onze ans, c'est grâce à des hommes et des femmes comme vous que la France a répondu présente à l'appel des nations qui s'inquiétaient de voir ce pays aux mains d'un terrorisme international, menaçant la sécurité du monde. Aujourd'hui, nos deux objectifs, qui étaient de contenir Al Qaida et de rendre à l'Afghanistan sa souveraineté, par la création et le développement de forces armées, sont en passe d'être remplis. De tout cela, la Nation vous est reconnaissante, comme elle l'a exprimé le 14 juillet dernier, mais aussi à chaque fois qu'un de vos camarades est tombé au feu, mort pour la France. Ce ne sont pas des morts ordinaires, car la cause que nous défendons est juste et leur mémoire sera toujours honorée.

Vous pouvez être fiers du travail accompli, et ici, à travers vous, je m'adresse à tous les soldats français et tous nos frères d'armes de la coalition. Tous ceux qui ont servi en Afghanistan ont donné une partie d'eux-mêmes pour que ce pays meurtri puisse envisager un avenir meilleur. C'est donc avec le sentiment du devoir accompli que vous rentrez en France. Vous serez bientôt dans votre foyer. Dans deux semaines, vous fêterez Noël en famille. Vous allez retrouver ceux que vous aimez et à qui vous avez tant manqué. C'était l'engagement que le Président de la République avait pris devant les Français. Le voilà honoré.

Dans les semaines qui viennent, dans la joie des retrouvailles, je sais que vous garderez au cœur une pensée pour les Afghans que vous avez laissés. Vous savez que nous ne les

abandonnons pas. Ceux d'entre eux qui se sont le plus exposés à vos côtés vont d'ailleurs être accueillis sur notre sol. D'une façon générale, votre départ n'est pas la fin, mais bien une étape de notre relation de coopération et d'amitié avec l'Afghanistan, selon les termes du traité que nous avons signé cette année. A partir du mois prochain, nous allons concentrer nos efforts sur la formation de l'armée nationale afghane, mais aussi la prise en charge de l'hôpital militaire de Kaboul, dans le cadre de la FIAS et au-delà. Il s'agit maintenant d'œuvrer au développement de l'Afghanistan, pour inscrire dans la durée l'action que vous avez initiée.

D'autres engagements viendront. Pour l'heure, c'est vers la France, où nous serons dans quelques heures, que nos regards se tournent. Ministre de la Défense, je suis heureux de partager ce moment et de parcourir avec vous les derniers kilomètres qui nous séparent de notre patrie. Et je suis fier, comme le Président de la République, de ce que vous avez accompli. Vous êtes l'honneur de la Nation.

Vive la République, vive la France !